

# SOCIÉTÉ NATIONALE

des

CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS

P

## RECTIFICATIFS

### N° 2 A L'INSTRUCTION GÉNÉRALE

#### SÉRIE PERSONNEL N° 17

du 26 juin 1939

« Gestion des cités et logements mis par la S.N.C.F. à la disposition du personnel  
— Attribution des logements vacants — Conditions de location et obligations des  
agents logés ».

### N° 1 A L'INSTRUCTION GÉNÉRALE

#### SÉRIE PERSONNEL N° 18

du 26 juin 1939

« Fixation du taux des loyers des logements mis par la S.N.C.F. à la dispo-  
sition du Personnel ».

Paris, le 16 juin 1943.

En vue de simplifier les formalités relatives aux locations d'immeubles à usage de logement, nos agents locataires seront à l'avenir dispensés de s'assurer contre les risques d'incendie, tant pour les risques locatifs que pour le recours des tiers.

La S.N.C.F. prendra ces risques à sa charge moyennant une majoration appropriée du loyer.

Il sera perçu à cet effet, pour un loyer annuel inférieur ou égal à 1.000 f une redevance forfaitaire de 12 f

Béquet à coller  
en retombe au  
bas de l'art. 3  
(D. 4) de l'I.G.  
Série Personnel  
n° 18 (rectificatif  
n° 1 du 16-6-1943).

En outre, les loyers peuvent être majorés, dans les conditions définies à la fin de l'article 21 de l'Instruction Générale Série Personnel n° 17, d'une redevance spéciale en contre-partie de ce que la S.N.C.F. couvre elle-même les risques locatifs et recours des voisins en cas d'incendie.

La S.N.C.F. renonce et, le cas échéant, fera renoncer les assureurs qui lui seraient subrogés, à l'exercice de tous recours contre le locataire pour les dommages causés à l'immeuble par un incendie, sauf en cas de malveillance. Elle se substitue également au locataire en cas de recours exercé contre lui par les voisins.

Le locataire verse à la S.N.C.F., en compensation des charges spéciales ainsi assumées par celles-ci, une redevance forfaitaire calculée d'après le loyer et payable par trimestre et par quart. Cette redevance est fixée à 12 f pour un loyer principal annuel inférieur ou égal à 1.000 f et majorée de 12 f pour chaque tranche de 1.000 f ou fraction de 1.000 f du montant dudit loyer. Elle n'est pas due par les agents bénéficiant du logement gratuit.

Il est par ailleurs recommandé aux locataires d'assurer leurs mobilier et effets personnels.

Les dispositions faisant l'objet des trois derniers alinéas ci-dessus doivent être insérées dans les contrats de location.

#### Article 22. — Modifications aux installations.

Il est interdit aux locataires d'apporter aucune modification aux diverses installations existant dans leur logement ou de réaliser des installations nouvelles sans y être autorisés expressément par le Service de la Voie et des Bâtiments. Il en est de même pour les installations annexes (poulaillers, hangars, celliers, garages pour véhicules à moteur, etc...).

Dans le cas où cette autorisation est donnée, les locataires doivent s'engager à remettre à leur départ les lieux en état ou à abandonner sans indemnité l'installation réalisée à leurs frais.

Béquet à coller au bas de la page 7 de l'Instruction Générale Série Personnel n° 17 (rectificatif n° 2 du 16 juin 1943).

5050112014

par an. Celle-ci sera augmentée de 12 f par tranche du montant du loyer annuel de 1.000 f ou fraction de 1.000 f.

Les nouveaux agents locataires d'un logement de la S.N.C.F. n'auront donc plus à s'assurer individuellement contre les risques susvisés, mais ils garderont à leur charge l'assurance de leurs mobiliers et effets personnels qu'il leur est recommandé de contracter dans tous les cas.

Les occupants actuels pourront faire supprimer la couverture desdits risques à l'occasion du renouvellement décennal de leur police d'assurance, à moins qu'ils n'obtiennent de leur assureur une réduction de prime pour la suppression des capitaux assurés au titre des risques locatifs et recours des voisins. Le montant du loyer sera majoré à partir du moment où les risques seront pris en charge par la S.N.C.F.

Cette mesure ne s'appliquera, bien entendu, qu'aux seuls agents logés dans les immeubles de la S.N.C.F., à l'exclusion des étrangers.

L'article 21 de l'Instruction Générale Série Personnel n° 17 concernant les obligations générales des locataires a été modifié conformément aux nouvelles dispositions exposées ci-dessus : le dernier alinéa dudit article a été remplacé par un nouveau texte figurant sur le bécquet ci-contre qu'il y aura lieu de coller sur le texte actuel correspondant de la page 7.

D'autre part, l'article 3 de l'Instruction Générale Série Personnel n° 18 a été complété pour mentionner la redevance nouvelle susvisée : le texte complémentaire figure sur le bécquet ci-contre à coller en retombe au bas dudit article, page 4.

Le numéro et la date du présent Rectificatif seront inscrits en marge des Instructions Générales Série Personnel n° 17 et 18.

*Le Directeur Général,*

**R. LE BESNERAIS.**